



## REUNION DU COMITE DE PILOTAGE 8/2012

### Brouillon de Procès-verbal

1. La huitième réunion du Comité de Pilotage (CP) du Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) a eu lieu 30 mars, 2012 au bureau de la Banque Mondiale, à Port-au-Prince (voir Annexe 1 pour la liste des membres et observateurs). L'objectif principal de la réunion était de choisir un nouvel homologue gouvernemental pour le FRH. En outre, le Secrétariat du FRH, et chacune des Entités Partenaires ont présenté une brève mise à jour de leurs activités depuis la dernière réunion du CP ; le fiduciaire a fourni une mise à jour sur l'état financière du FRH. L'ordre du jour de la réunion est détaillé à l'annexe 2 du présent procès-verbal.

### **Propos de bienvenue par le Président**

2. Ceci était la première réunion du Comité de Pilotage (CP) présidé par le Ministre des Finances, Mr. André Lemerrier Georges. Le Président a souhaité la bienvenue à tous les membres du CP, notamment les membres participants par vidéo et audio conférence de Washington, Ottawa et Paris, et M. Bisrat Aklilu, représentant du Bureau des Fonds multi-bailleurs du PNUD. Le Président a remarqué que cela fait 8 mois depuis la dernière réunion du CP, mais qu'entre temps le FRH a continué à fonctionner efficacement. Il a ensuite souhaité la bienvenue aux nouveaux membres du comité, le Ministre de la Planification, M. Hervey Day, en tant que nouveau représentant du Gouvernement au CP ; l'Ambassadeur Pierre Duquesne, le représentant de la France en tant que nouveau membre votant du Comité ; M. Nelson Tabajara du Brésil ; Mme Eva Tuft, de la Norvège; Mme Isabelle Bérard du Canada (par vidéo) ; et le Premier Secrétaire, Carlos Entrena de l'Espagne. Le Président a remercié les anciens membres pour leurs services au Fonds : l'Ambassadeur Arturo Reig de l'Espagne, M. Espen Rikter de la Norvège et M. David Moloney du Canada. Finalement il a remercié les bailleurs suivants pour leurs nouvelles contributions aux FRH : la France (US\$25 millions), la Norvège (US\$12 millions), les Etats-Unis (US\$5 millions) et la Finlande (US\$0.7 millions).



### **Remarques du représentant du Gouvernement**

3. Le Président a invité le représentant du Gouvernement, le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe, M. Hervey Day, à faire quelques remarques de bienvenue. Le représentant du Gouvernement a souhaité la bienvenue à tous les membres du Comité de Pilotage et spécifiquement aux nouveaux membres. Il a noté qu'il était honoré d'avoir été désigné par le Premier Ministre en tant que représentant du Gouvernement au sein du CP. Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) apprécie cette opportunité de s'approprier et de mettre à profit ce qui a été déjà conduit et d'assurer une meilleure collaboration entre le FRH et le MPCE.

### **Approbation de l'ordre du jour**

4. Le Président a présenté et soumis l'ordre du jour de la réunion à l'approbation du CP. Tous les membres ont accepté l'ordre du jour soumis.

### **Brèves Mises à jour**

5. **Fiduciaire** – Le Président a invité le représentant du Fiduciaire à fournir une mise à jour sur le statut des contributions et la situation financière du Fonds. Le Fiduciaire a présenté le rapport financier avec les données au 29 février 2012 qui a été préparé par le Fiduciaire du FRH. A date du 29 février, 2012, le Fiduciaire avait signé des Accords ou Arrangements Administratifs avec 19 bailleurs pour des contributions totales de 396 millions de dollars au FRH. Le tableau 1 du Rapport du Fiduciaire donne l'état des contributions par bailleurs et démontre qu'environ 19 millions de dollars restent à être versés au Fiduciaire par la France, les Etats-Unis et l'Espagne. Le tableau 2 du rapport montre les décisions de financement cumulées à date. 277 millions de dollars ont été affectés dont 265 millions pour 17 projets, 9 millions de dollars aux frais des Entités Partenaires et 3 millions de dollars pour les budgets administratifs du secrétariat et du fiduciaire. Sur un total de 265 millions de dollars de subventions approuvées, à peu près 40 pour cent des fonds sont acheminés par la Banque mondiale comme Entité Partenaire, 44,6 pour cent par l'ONU et environ 16 pour cent par la BID. Le montant moyen par projet est d'environ 16 millions de dollars.



6. Le tableau 3 du rapport détaille les fonds disponibles. A la date du 29 février 2012, le fiduciaire tenait 116 millions de dollars en fiducie, dont 47,5 millions de dollars ont été alloués aux réserves par le Comité de Pilotage, 15 millions de dollars sont en attente de transfert aux Entités Partenaires et 54 millions de dollars sont disponibles sans restrictions pour des nouvelles décisions de financement par le CP. Bien que le CP faille considérer les préférences exprimées par les différents bailleurs. En total 101 millions de dollars sont disponibles (inclus du réserve) pour des nouvelles décisions de financement ou 120 millions de dollars si les contributions supplémentaires a versées par la France, les Etats Unis et l'Espagne sont inclus. Les décaissements des Entités Partenaires sont détaillés dans l'annexe du Rapport Financier.
7. Le Président a remercié le Fiduciaire pour le rapport et invité les membres à répondre à la présentation. Le représentant de l'Espagne a demandé où dans le rapport sont détaillées les préférences des bailleurs. Le représentant du Fiduciaire a expliqué que les préférences de chaque bailleur ne sont pas détaillées dans les Accords de Contribution, ne s'agitent pas de décisions du CP et ainsi ne sont pas reflétées dans le Rapport Financier. Le représentant du Secrétariat a dit que le Secrétariat peut préparer un tableau avec les préférences des bailleurs et comment le Fonds a répondu à ces préférences.
8. **Secrétariat** – Le Président a invité le représentant du Secrétariat à faire une mise à jour sur les activités du Secrétariat. Le représentant a référé le CP au Rapport du Secrétariat qui a été distribué au CP avant la réunion et le PowerPoint distribué à la réunion. Il a ensuite présenté un bref sommaire des activités du Secrétariat depuis la dernière réunion du CP en juillet, les secteurs soutenus par le Fonds, l'efficacité du Fonds, le rôle du FRH dans le financement de la reconstruction globale et l'utilisation des Fonds par catégorie de dépense (voir annexe 3).
9. Le Président a remercié le représentant pour sa présentation et a invité le CP à poser des questions. Le représentant de la Banque Mondiale comme Entité Partenaire a félicité le Secrétariat et le Fiduciaire pour les rapports et présentations. Il a suggéré que, malgré une bonne performance à date, le temps pour compléter le cycle de préparation et approbation de projet devrait être réduit à 90 jours comme standard de performance. Le représentant de la France a exprimé qu'il était content de participer à la réunion du CP officiellement comme membre votant et a demandé plus de clarification sur le rapport promis par le Secrétariat dans son rapport (paragraphe 4) pour mi-avril. Le représentant du Secrétariat a expliqué que le rapport qui sera publié en avril est un bulletin trimestriel et non pas le



rapport annuel qui sera préparé pour mi-juillet. Le représentant du Canada a aussi félicité le Secrétariat pour le rapport et les informations présentées. En particulier le Canada est content de voir les faibles frais de gestion du Fonds. Le Président a réitéré le point du Canada en félicitant le Fonds sur les faibles frais de gestion et le Rapport du Secrétariat. Le représentant du Secrétariat a clarifié que les chiffres présentés sur les décaissements au niveau des projets date de la fin de Décembre 2011 car les chiffres de décaissements pour le premier trimestre de 2012 ne seront disponibles qu'en avril 2012.

10. **Entités Partenaires : BID** – Le Président a invité le représentant de la BID à présenter une mise à jour sur les projets pour lesquels la BID sert d'EP. Le Représentant de la BID a d'abord mis l'emphase sur la préoccupation de la BID avec l'exécution des projets financés par le FRH. Le Représentant a noté que la BID a fait des progrès significatifs en augmentant les décaissements depuis 2010 et que l'année dernière a été une année record pour la BID en général. Il a également noté que la BID faisait face à de nombreux problèmes au sein des projets qu'elle supervise et que des mesures avaient été prises au sein de l'institution pour adresser ces défis de manière individuelle en identifiant les moyens de simplifier les procédures et les processus de passation de marché et en travaillant avec les ministères concernés pour identifier les points difficiles. Le Représentant de la BID a noté, par exemple, que deux allocations ont été reçues du FRH pour cofinancer les projets en éducation de la BID. L'utilisation de la première tranche de \$10 millions est réservée exclusivement pour la construction des écoles. En l'absence d'une base de données avec l'emplacement et les standards des écoles, le projet ne peut pas prioriser les écoles pour les interventions. La BID travaille donc avec le Ministère de l'Éducation pour établir une telle base de données. De plus, la BID passe à une autre approche d'approvisionnements en gros avec des contrats adjugés pour plusieurs écoles en même temps. Des progrès significatifs sont enregistrés et l'on s'attend à la construction d'un plus grand nombre d'écoles cette année. Avec les 10 millions de dollars de financement du FRH, sept écoles seront construites cette année pour lesquels quatre emplacements ont déjà été sécurisés. De plus, 15,000 kits scolaires seront distribués au début de l'année scolaire.

11. Le Fonds de Garantie de Crédit Partiel (FGCP), pour lequel la BID a reçu une allocation de 12,5 millions de dollars du FRH, était un programme prioritaire d'appui pour les Petites et Moyennes Entreprises (PMEs) après le séisme. L'impact financière attendu sur les PMEs ayant été moindre que les prévisions, les entreprises ont récupérés plus rapidement et en conséquence l'absorption à partir du FGCP a été moindre. En consultation avec le gouvernement, la BID est en train d'analyser comment la balance des fonds pourrait être



utilisée pour supporter des activités de créations d'emplois. Il a été proposé qu'une structure de fonds pour l'agriculture soit mise en place afin de fournir un crédit pour l'agriculture, le capital de démarrage sera fourni pour les PME et un programme d'accélération d'affaires sera mis en place. Ces changements exigeront que la BID demande l'approbation de son Comité de Direction pour les documents de projets révisés. Chaque projet serait présenté au Comité de Pilotage pour approbation par non-objection au préalable. De plus, le Représentant de la BID a noté que la participation du Comité de Pilotage serait la bienvenue durant la prochaine mission de préparation dont la date sera communiquée à travers le Secrétariat.

12. Le troisième projet supervisé par la BID est le Projet de Réduction des Désastres Naturels dans le département du Sud. L'exécution de ce projet avance lentement à cause de défis significatifs rencontrés au sein du Ministère de l'Agriculture. Des mesures ont été prises par la BID et le Ministère pour avancer la mise en œuvre telle que la tenue de rencontres périodiques et le recrutement de staff additionnel pour appuyer l'exécution du projet. De manière interne, la BID est passé à une procédure de gestion et d'approvisionnement basée sur les résultats et la prise en compte des risques afin de réduire le nombre de non-objection requis. Il y a un besoin d'avancer avec le projet en accentuant la collaboration avec le Ministère de l'Agriculture.
13. Le président a remercié le représentant de la BID pour la mise à jour et a noté que dans le cadre des écoles il est nécessaire de consolider le processus et suivre un plan global. Il vaut mieux prendre 6 mois pour faire un plan, consolider le processus et simplifier les procédures grâce à une table des écoles. Le représentant du Japon a demandé le statut de la contribution de 5 millions dollars pour la formation professionnelle. Le représentant de la BID a confirmé que l'Accord de Don avait été signé avec le gouvernement il y a trois semaines. Le représentant de la France a demandé les résultats concrets du Fonds de Garantie de Crédit Partielle. Le représentant de la BID a expliqué que 3.3 millions de dollars en garantie ont été fournis à des petites et moyennes entreprises et que le Fonds de Garantie restera actif jusqu'à ce que toutes les garanties aient été récupérées. Grâce à la récupération de l'économie en 2010 et 2011, il n'y a pas eu autant de demandes qu'anticipé pour les garanties.
14. Le représentant des Etats-Unis a remercié la BID pour la mise à jour des projets et noté que les Etats-Unis voudraient voir une accélération d'exécution des projets du FRH et qu'il voudrait avoir plus de détails sur la révision du projet du Fonds de Garantie de Crédit



Partielle. Les banques et marchés ne sont pas suffisamment développés et il faudrait assurer qu'une assistance technique soit donnée aux bénéficiaires des fonds. Le représentant de la BID a élaboré que la BID en collaboration avec le Gouvernement et en coordination avec la Banque Mondiale est en train de développer une série d'instruments divers afin de soutenir le développement du secteur privé.

15. **ONU** – Le Président a invité la représentante des Nations Unies à présenter l'état des projets pour lesquelles les agences des Nations Unies servent comme EP. La représentante des Nations Unies a souligné les avancements depuis la dernière réunion du CP dans les projets du FRH supervisés par l'ONU en notant qu'en juillet l'ONU avait 4 projets actifs et aujourd'hui dix dont plusieurs avec des résultats considérables. Des rapports de progrès pour chacun des projets, ainsi qu'un tableau synthétique ont été distribués au CP, et la représentante a mis l'accent sur la performance collective des projets. Elle a rappelé au CP que traditionnellement, les premiers six mois d'un projet impliquent des activités préparatoires essentielles, mais qui ne dépendent pas de déboursements financiers significatifs et qu'une accélération des déboursements a lieu plus tard dans le cycle du projet. Pour les projets de l'ONU le taux de déboursement a augmenté de 14% (sur 4 projets) lors de la dernière réunion du CP, à un taux de presque 50% (pour 10 projets) à ce jour. Les quatre projets avec près d'un an de mise en œuvre sont à 75% de décaissement (contre 30% en moyenne pour les autres six projets plus récents). La nature et le niveau de complexité des projets jouent un rôle aussi dans la vitesse de décaissements. En particulier, des projets ayant comme but principal le renforcement d'institutions publiques sont directement affectés par la période prolongée de transition politique que traverse Haïti. La représentante de l'ONU a insisté sur l'importance du temps additionnel investi pour assurer l'appropriation et le réel leadership des acteurs nationaux, sans perdre de vue le chronogramme de mise en œuvre, en disant que le travail préparatoire solide assurera certainement des résultats meilleurs et plus durables.
16. Lors des derniers mois, l'ONU a fait des progrès importants dans l'appropriation nationale et le renforcement des capacités publiques, notamment quatre des dix programmes ont pour objectif principal le renforcement des institutions publiques et dans certains projets les équipes de projets sont insérées totalement au sein des structures nationales. En moyenne, environ un tiers des ressources du FRH administrés par l'ONU passent par les institutions gouvernementales (nationales ou locales); un effort est fait pour engager de préférence les compagnies et ONGs locales comme partenaires de mise en œuvre; et une bonne collaboration existe avec les autorités locales dans les deux projets dans les



départements du Sud. La représentante a détaillé les résultats considérables et tangibles qui ont été achevés lors des derniers mois dans les projets supervisés par l'ONU. Plus de 9.000 emplois temporaires ont été créés (35% pour les femmes), plus de 2.700 familles ont pu quitter les camps et environ 360.000 mètres cubes de débris ont été enlevés, dont 20% ont été recyclés. Haïti est aussi mieux préparé pour affronter les désastres naturels, grâce à 430 mètres linéaires de canaux de drainage construits, 30 mille mètres linéaires curés, et l'identification avec la DPC d'abris d'urgence autour du pays. Des outils essentiels pour la reconstruction ont été développés, avec, notamment, le transfert de la base de données pour l'inventaire des bâtiments et de l'information géo-spatiale à l'Institut haïtien de statistique et d'information.

17. Finalement la représentante de l'ONU a insisté sur l'engagement continu de l'ONU pour continuer à travailler avec le Gouvernement et le FRH afin de maintenir le momentum de la reconstruction. Le président a remercié l'ONU et invité les membres du CP à poser des questions.
  
18. Le représentant des maires a demandé des clarifications sur les 30 pour cent des fonds qui n'ont pas encore été décaissés. Est-ce que ces fonds sont disponibles? Il a aussi demandé quand les grands projets d'infrastructures commenceront et a cherché du soutien pour trois projets proposés par les maires. Les maires ont écrit une lettre à Mme Obama et le représentant voulait savoir comment la lettre pourrait être délivrée à la Première Dame des Etats Unis. Finalement il a demandé pourquoi la plupart des Fonds du FRH ne sont pas acheminés par le Gouvernement pour assurer le renforcement de capacité du Gouvernement. Le représentant du Secrétariat a expliqué que le FRH a reçu que 17 pour cent des Fonds promis pour Haïti après le séisme. Les 30 pour cent représentent les fonds promis par les bailleurs pour la reconstruction à la conférence de New York en mars 2010 qui n'ont pas encore été décaissés. Le Gouvernement décide des priorités pour l'utilisation des fonds du FRH. Pour envoyer la lettre à Mme. Obama il faut faire un suivi avec les Etats-Unis après la réunion du CP. Finalement, le représentant du secrétariat a expliqué que les EP travaillent tous avec le Gouvernement et que les fonds acheminés par la Banque Mondiale et la BID passeront tous par le Gouvernement et que 30 pour cent des fonds acheminés par l'ONU passent par le gouvernement national et local aussi. La représentante de l'ONU a ajouté que l'ONU accompagne le renforcement de capacités avec de la formation technique et que pour les 30 pour cent des fonds acheminés par le Gouvernement, l'entité gouvernementale reçoit et décaisse l'argent directement.



19. Le président du CP a exprimé la nécessité d'identifier et d'adresser les contraintes liées à la mise en œuvre pour assurer une exécution plus rapide et a suggéré qu'une révision de projets soit planifiée. Le représentant du Gouvernement a donné son appui à cette suggestion et insisté sur l'importance de rétablir le rôle et les procédures du MPCE dans la soumission et le suivi des projets, et la coordination de l'aide en général. En outre il a noté la nécessité de renforcer le MPCE et le system du MGAE.
20. **Banque Mondiale** – Le président a invité le représentant de la Banque Mondiale comme Entité Partenaire à présenter l'état des lieux des projets supervisés par la Banque Mondiale. Le représentant de la Banque Mondiale a noté que la Banque sert comme Entité Partenaire pour trois projets. Le premier projet d'appui budgétaire d'un montant total de 55 millions de dollars dont un cofinancement du FRH de 25 millions de dollars a été complètement décaissé. Après une révision finale, les résultats du projet ont été considérés satisfaisants. Le deuxième projet supervisé par la BM est le projet de Projet de Reconstruction d'Habitations Communautaires à Port-au-Prince de 65 millions de dollars qui a eu des retards à cause des délais par la BM ainsi que par le gouvernement. Par exemple pour le processus de passation de marchés l'une des difficultés était le manque d'organisations capable d'exécuter les activités. Le représentant de la BM a souligné que maintenant les problèmes et délais ont été résolus en collaboration avec le Gouvernement. Plusieurs contrats ont été préparés pour exécution, les comptes spéciaux sont ouverts et il est prévu que 30 pour cent des fonds seront engagés dans les prochaines trois mois. Le projet d'Appui Budgétaire Ciblé a été extrêmement difficile à monter car les procédures de passation de marchés n'ont pas été suivies pour les dépenses à rembourser. Le Gouvernement et la Banque Mondiale se sont mis d'accord que les fonds seront utilisés pour un programme d'abandon des frais de scolarité et la formation des enseignantes par le Ministère d'Education. La Banque Mondiale est en train de préparer le document de projet avec le Ministère d'Education et sa soumission au CP est prévue d'ici 3 ou 4 semaines.
21. La représentante du Canada a remercié la Banque Mondiale pour le résumé et a exprimé son espoir que la préparation du programme d'abandon des frais de scolarité et de formation d'enseignantes soit complétée bientôt. Le représentant de l'Espagne a noté que la BM est en train de préparer un appui budgétaire général qui prendra en compte l'expression de la préférence de l'Espagne dans le financement alloué au FRH. L'Espagne a relevé certaines difficultés faisant obstacle à la concrétisation des préférences exprimées. Le représentant de la BM a clarifié que le projet d'appui budgétaire dont parle le représentant de l'Espagne est un projet qui n'a pas encore été soumis au CP pour



approbation. Il a ajouté que l'équipe qui prépare le projet en question ferait tout pour travailler avec l'Espagne pour réaliser le projet. Le représentant a aussi donné son support au MPCE pour la coordination d'aide et a noté que dans ce cadre la BM a envoyé trois projets au Gouvernement pour leur accord. Il a félicité le Gouvernement pour le programme SIGEP, mais a demandé que le programme soit coordonné avec le Bureau de l'Envoyé Spécial pour éviter la duplication dans la collection des données.

22. Le Président a encore demandé qu'une révision des projets soit organisée avec le MPCE pour identifier et adresser les contraintes de mise en œuvre afin d'assurer que les objectifs de projets soient atteints.

### **Choix de l'homologue du FRH au sein du gouvernement**

23. Le Président a donné une mise en contexte sur le choix d'un nouvel homologue pour le FRH. Il a expliqué que la CIRH a été créée dans le cadre de la loi d'urgence après le tremblement de terre. La période d'urgence a pris fin et le pays est maintenant dans une période de reconstruction. Avec la fin du mandat de la CIRH en Octobre 2011, il est dans le contexte de reconstruction qu'un nouvel homologue pour le FRH doit être désigné. Le FRH est une plateforme à plus long terme et devrait renforcer les institutions en place afin d'assurer la cohérence avec les investissements publics. Le représentant du secrétariat fera une présentation sur l'ensemble de propositions. Finalement le Président a exprimé son désir que le CP se mette d'accord très rapidement sur le choix d'homologue pour que les 120 millions de dollars disponibles puissent être alloués.
24. Le représentant du secrétariat a expliqué que le secrétariat a commencé une discussion avec le Gouvernement sur le choix d'un nouvel homologue gouvernemental en septembre 2011. Le secrétariat a rencontré à plusieurs reprises le Premier Ministre et son équipe, ainsi que les Ministres de Finances et de la Planification. Une lettre a été reçue du Premier Ministre désignant le Bureau du PM comme homologue du FRH. Les changements nécessaires dans le Manuel d'Operations et le document de Gouvernance étaient proposés au CP, mais plusieurs membres du Comité ont exprimé leurs réserves. Le secrétariat a continué les consultations avec le Gouvernement et a préparé un document d'options et une matrice de synthèse qui ont été circulés au CP avant la réunion. Les quatre options d'homologue proposées sont : 1) le Bureau du Premier Ministre ; 2) le MPCE ; 3) la CIRH ; et 4) un procédé interministérielle. Le représentant a souligné les critères important à



considérer dans le choix de l'homologue : la transparence, l'efficacité et la prise des décisions rapides, la possibilité d'utiliser des procédures existants et le renforcement des capacités du gouvernement.

25. Le représentant de l'Espagne a noté que pour l'Espagne le critère le plus important est le renforcement du Gouvernement et le système à long-terme. Il a fait référence au travail qui est en cours au sein du MPCE pour renforcer sa fonction de coordination d'aide et a donné son soutien à ce système pour assurer l'efficacité, un cadre stable et à long-terme. Le représentant de la France a noté que, étant donné la fin du mandat de la CIRH, l'option de la CIRH comme homologue n'est pas valable. Le représentant a proposé que l'homologue doive certainement être un Ministère. Car le Ministre de Planification est un membre du CP il y aurait un conflit d'intérêt. La seule option est un système interministériel présidé par le Premier Ministre. Les fonds du FRH sont des fonds publics et c'est le Premier Ministre qui doit avoir la décision finale sur les fonds. Le président a renforcé qu'il y ait une différence entre Le Ministre de Planification qui est membre du CP et le Ministère de la Planification qui à le mandat pour la coordination d'aide externe, les investissements publics et les Ministères sectorielles.
26. La représentante de la Norvège a donné son soutien aux critères proposés et a ajouté la détention gouvernementale et l'alignement des projets au Plan National comme critères. La Norvège soutien les options de choisir le Ministre de Planification ou le Premier Ministre comme homologue. La représentante a ajouté qu'elle ne pourrait pas communiquer une décision finale de la Norvège à la réunion. Le représentant du Brésil a remercié le Président et l'équipe du secrétariat pour le travail fait. Le Brésil est d'accord avec les critères, mais la décision finale doit être avec le Gouvernement Haïtien qui doit indiquer où il y a les meilleures capacités. La représentante de l'ONU a ajouté que l'efficacité et les procédures rapides sont importantes. L'ONU a mis beaucoup d'effort dans le renforcement des capacités de la CIRH pour assurer des procédures efficaces et la capacité pour la révision et évaluations de projets. L'ONU est prêt a donné un soutien similaire à la contrepartie nationale choisie.
27. Le Japon a insisté sur l'importance de la capacité du Gouvernement et a noté que le Japon n'a pas de préférence entre l'option du Premier Ministre ou le MPCE. La représentante du Canada a donne son accord avec les critères établis comme principes de réfections dans le choix de l'homologue. Pour le Canada il est en outre important d'assurer que le FRH, EP et l'homologue peuvent fonctionner agilement selon un contexte fluide et ce malgré les



fluctuations dans le gouvernement. Il est alors important que l'homologue choisi puisse prendre des décisions. L'option préférée par le Canada serait l'option 1, soit le Bureau du Premier Ministre avec la révision des projets par le MPCE et la sélection finale par le Premier Ministre ou le Conseil des Ministres. Le représentant du secrétariat a noté qu'il y a une variation de la deuxième option qui pourrait répondre aux préoccupations soulevées en utilisant des procédures existantes au sein du MPCE. La contrepartie joue quatre rôles : 1. Recevoir les propositions ; 2. Révision des propositions ; priorisation des projets à financer ; et 4. Soumission des projets au FRH. Dans l'option du MPCE, les deux premières activités seront le rôle du MPCE et les deux actions suivantes du Conseil de Ministre qui est présidé par le Premier Ministre.

28. Le Président a renforcé le rôle légal du MPCE dans le Gouvernement. La capacité du Ministère doit être renforcée pour pouvoir jouer son rôle dans l'ensemble de la structure étatique et dans le contexte de la reconstruction à long terme. Le Ministère de la Planification a des faiblesses mais le choix du MPCE permettra de mettre en œuvre un système de validation et gestion de coordination des investissements. Le Ministère aura besoin de renforcement des capacités mais si le MPCE n'a pas la capacité, le Gouvernement n'arrivera jamais à la transparence qu'il cherche pour la population. Le MPCE est aussi l'interface nationale avec l'ensemble de la société. Le MPCE ne prend pas des décisions uniques, mais assure la coordination et la cohérence dans le gouvernement. L'option du Gouvernement est alors de désigner le MPCE comme homologue du FRH. Le Président a aussi exprimé son espoir que le MPCE pourra bénéficier du renforcement de capacité que la CIRH a reçu. Le MPCE est en cours de préparer un cadre stratégique pour Haïti pour les prochaines 20 ans. Un plan de trois ans sera extrait dans le cadre d'action 2012 – 2016. Le représentant du secrétariat a demandé que le Président clarifie quelle entité dans le Gouvernement serait responsable pour décider les priorités et qui envoie les demandes de financement au FRH. Le Président a répondu que le Conseil des Ministres valide et choisit les projets et que le MPCE serait l'interface responsable pour envoyer les projets au FRH. Le représentant du Gouvernement a clarifié que la première ébauche du Plan Stratégique a déjà été envoyée aux Ministères pour consultation et sera soumise aux partenaires pour consultation bientôt.
29. Le Président a insisté sur la nécessité et l'urgence de prendre une décision sur l'homologue afin de permettre au FRH de continuer avec l'allocation des fonds. L'Espagne a demandé qu'avant qu'une décision soit prise sur l'homologue, un document soit présenté au CP détaillant le fonctionnement de l'homologue proposé. Le représentant des États Unis a



mentionné que les arguments pour les deux options sont valables et a demandé un peu de temps pour que les Etats-Unis puissent coordonner une réponse avec les autres bailleurs. Le Président a encore exprimé son désir qu'une décision soit prise à la réunion en disant que plus on prend le temps de se mettre d'accord, plus long sera le temps pour atteindre les objectifs sur lesquels l'on s'est mis d'accord et le FRH doit continuer à fonctionner.

30. Le représentant du secrétariat a proposé que le CP se mette d'accord sur les changements dans le Manuel d'Opérations et le document de Gouvernance et que le secrétariat envoie la proposition du Gouvernement au CP pour approbation sans objection suite à la réunion. Le représentant du Fiduciaire a clarifié que les modifications dans le Manuel d'Opération et le document de Gouvernance par rapport au changement d'homologue peuvent être fait par décision du CP. En outre plusieurs bailleurs ont demandé qu'un amendement soit fait dans les Accords/Arrangements d'Administration afin d'apporter plus de clarté sur ce point. La préparation des amendements est déjà en cours. Le représentant de la France a demandé que les changements dans le Manuel d'Operations ainsi que dans le document de Gouvernance soit faits par écrit.
31. **DECISION** : Le Président a décidé que la proposition d'homologue et les changements dans le Manuel d'Operations et document de Gouvernance seront envoyés au CP pour approbation sans objection. Le représentant du Secrétariats a confirmé que ceci sera fait le jour ouvrable après la réunion.

### **Rappel des procédures pour la réallocation de fonds et révision de projets approuvés**

32. Le Président a demandé au représentant du Secrétariat de présenter le dernier point de l'agenda. Le représentant du secrétariat a rappelé au CP que des procédures sont en place pour la réallocation de fonds et la révision de projets approuvés tel que détaillés dans le Manuel d'Opération et l'Accord de Transfert. Si une EP voudrait faire des modifications dans un projet approuvé ils suivent leurs propres procédures. Si les changements sont significatifs et qu'un nouveau document de projet soit demandé par les procédures de l'EP, ce nouveau document de projet doit aussi être soumis au CP pour approbation. En cas qu'une EP n'utilise pas tous ou une portion des fonds qui lui ont été transférés, ces fonds doivent être retournés au Fiduciaire selon les procédures dans les Accords de Transfert. Le représentant du CP a demandé aux EP d'expliquer leurs procédures en cas de changements dans les activités d'un projet. Le représentant de la BID a expliqué que pour des



changements significatifs dans les projets un nouveau document de projet doit être soumis pour approbation au Conseil de la BID. Ce document sera d’abord soumis au CP pour approbation. La représentante de l’ONU a expliqué que si une agence des Nations Unies doit changer le document ou retourner les fonds c’est à travers le Conseil du bureau multi-bailleurs du PNUD et puis ils reviendront au CP.

## Clôture

33. Le Président a remercié tous les membres pour leur participation et qualifié la réunion de productive. Il est important pour le Gouvernement de tirer le FRH de la nébulosité et d’assurer la transparence, l’harmonisation, la vitesse, le renforcement institutionnel et cela dans le cadre du plan de développement du Gouvernement. Ce n’est pas le Ministre de Planification qui décide mais c’est son rôle de faciliter la révision des projets. Le Président a demandé au Fiduciaire et au Secrétariat de faire le suivi nécessaire.

**Tableau: Décisions, Responsabilités et Calendrier**

Activités	Action	Responsable	Calendrier
Présentation du Rapport du Secrétariat	Publication sur le site web du Fonds	Secrétariat	Immédiat
Présentation du Rapport Financier	Publication sur le site web du Fonds	Secrétariat/Fiduciaire	Immédiat
Préférences des Bailleurs	Préparation d’un tableau avec les préférences de bailleurs et les projets répondants aux préférences.	Secrétariat	Immédiat
Amendements du Manuel d’Opération et document de Gouvernance	Envoyer pour approbation par le CP les Amendements du Manuel d’Opération et le document de Gouvernance	Secrétariat	Immédiat
Amendement des Accords/Arrangements d’Administration	Réviser les Accords/Arrangements d’Administration avec les bailleurs pour clarifier les procédures d’amendement du document de Gouvernance	Fiduciaire	Immédiat
Choix d’homologue	Circulation pour approbation par le CP la proposition du Gouvernement pour l’homologue du FRH	Secrétariat	Immédiat



# Haiti Reconstruction Fund

A Fund for Recovery, Reconstruction and Development of Haiti



Activités	Action	Responsable	Calendrier
Révisions de Projets	Révision des projets afin d'identifier des obstacles et solutions pour faciliter la mise en œuvre	MPCE avec le soutien du Secrétariat	Avant juin
Date de la prochaine réunion du Comité de Pilotage	Se mettre d'accord sur la date de la prochaine réunion du FRH.	Tous	Selon nécessité



## ANNEXE 1

### Représentants et Observateurs Officiels

#### **Représentants / Representatives**

##### **Membres votants / Voting members**

Gouvernement d'Haïti/ <i>Government of Haiti</i>	M. André Lemerrier Georges, Ministre M. Hervey Day, Ministre
Brésil / <i>Brazil</i>	M. Nelson Tabajara
Canada / <i>Canada</i>	Mme Isabelle Bérard (par VC)
Norvège / <i>Norway</i>	M. Eva Irene Tuft
Etats-Unis / <i>United States</i>	M. Tom Adams (par AC)
Espagne / <i>Spain</i> M. Carlos Entrena	
France / <i>France</i>	H. Ambassadeur M. Pierre Duquesne (par VC)
Japon / <i>Japan</i>	M. Tomohiro Ota

##### **Entités Partenaires / Partner Entities**

BID / <i>IDB</i>	M. Peter Sollis
ONU / <i>UN</i>	Mme. Jessica Faieta
Banque Mondiale / <i>World Bank</i>	M. Alexandre Abrantes (par VC)
IFC / <i>IFC</i>	M. Ary Naim (Absent)

##### **Agent Fiscal / Trustee**



## Haiti Reconstruction Fund

A Fund for Recovery, Reconstruction and Development of Haiti



Fiduciaire / *Trustee*

M. Jonathan Caldicott

### **Observateurs Officiels / *Official Observers***

Autorités Locales (Maires) / *Local Authorities (Mayors)* / M. Joseph Gontran “Billy” Louis

Autorités locales (Casecs) / *Local Authorities (Casecs)* / M. Raoul Pierre-Louis (Absent)

Diaspora / *Diaspora* / M. Joseph M.G. Bernadel (Absent)

ONGs Nationaux / *National NGOs* / Mme. Carmèle Rose-Anne Auguste (Absente)

ONGs Internationaux / *International NGOs* / (Vacant)

Secteur Privé / *Private Sector* / M. Reginald Boulos (Absent)



**ANNEXE 2 : ORDRE DU JOUR DE LA REUNION**

**Huitième Réunion du Comité de Pilotage**

**Proposition d'ordre du jour**

**30 mars 2012**

**Bureau de la Banque Mondiale, Pétion Ville**

**09:00 – 11:30**

<b>09:00 - 09:10</b>	<b>Propos de Bienvenue par le Président</b>
<b>09:10 - 09:20</b>	<b>Propos du représentant du Gouvernement (MPCE)</b>
<b>09:20 - 09:30</b>	<b>Approbation de l'ordre du jour</b>
<b>09:30 - 10:15</b>	<b>Mises à jour:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Fiduciaire</li><li>- Secrétariat</li><li>- Entités Partenaires (exécution des projets en cours)</li></ul>
<b>10:15 – 11:15</b>	<b>Choix de l'homologue du FRH au sein du gouvernement</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Résumé de l'Etat des lieux</li><li>- Discussion</li><li>- Prochaines étapes</li></ul>
<b>11:15 - 11:30</b>	<b>Autres sujets</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Rappel des procédures pour la réallocation de fonds et révision de projets approuvés</li></ul>
<b>11:30</b>	<b>Fermeture</b>



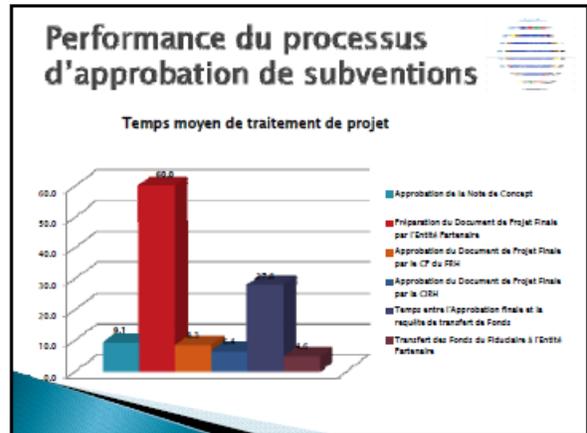
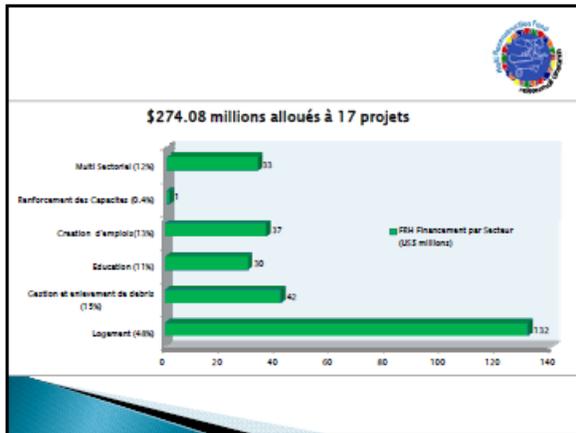
**ANNEXE 3 : PRESENTATION DU SECRETARIAT DU FRH**



**Gestion des propositions**



- ▶ Depuis la dernière réunion du CP, le Secrétariat a facilité le traitement de \$61.67 millions pour quatre projets;
  - ▶ Le Fiduciaire a transféré \$61.67 millions aux Entités Partenaires pour la mise en oeuvre des projets.
- ➔ Le total des allocations pour les projets est maintenant à \$274.08 millions pour 17 activités, dont 95% ou \$259 millions ont été transférés aux Entités Partenaires.





# Haiti Reconstruction Fund

A Fund for Recovery, Reconstruction and Development of Haiti



## Appui au Comité de Pilotage



- Depuis la dernière réunion du CP, le Secrétariat a :
- ▶ Publié le procès verbal et les rapports de la 6eme et la 7eme réunions du CP;
  - ▶ Maintenu un dialogue actif avec le gouvernement sur la nomination du nouvel homologue du FRH et préparé une proposition d'options;
  - ▶ Assuré la liaison avec le Fiduciaire et les EP sur le traitement des projets;
  - ▶ Assuré le suivi avec la CIRH sur un potentiel conflit d'intérêt dans le projet de production de lait.

## Communication



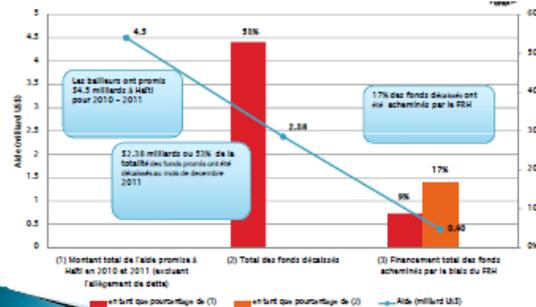
- Depuis la dernière réunion du CP, le Secrétariat
- ▶ Recruté un officier en communication à plein temps;
  - ▶ Participé à des conférences de presse et publié des communiqués sur les principales décisions de financement et les contributions des donateurs;
  - ▶ Développé des produits pour les media pour la visibilité du FRH;
  - ▶ Tenu des sessions d'information pour les ONGs, les journalistes, les parlementaires;
  - ▶ Informé le PM, les Ministres des Finances et de la Planification sur le statut des financements du FRH, le portefeuille des projets et les procédures;

## Rapports



- Depuis la dernière réunion du CP, le Secrétariat a :
- ▶ Publié et distribué le premier rapport annuel du FRH;
  - ▶ Préparé et distribué les bulletins trimestriels d'automne et d'hiver;
  - ▶ Préparé le bulletin trimestriel du printemps qui sera distribué à la mi-avril;
  - ▶ Mis à jour le rapport des standards de performance du FRH et du financement post-séisme

## Financement post-séisme pour Haiti





# Haiti Reconstruction Fund

A Fund for Recovery, Reconstruction and Development of Haiti

